



HAL
open science

Tanzanie, Chronique 2008

Marie-Aude Fouéré

► **To cite this version:**

Marie-Aude Fouéré. Tanzanie, Chronique 2008. Les cahiers d'Afrique de l'Est, 2010, 42. halshs-00518488

HAL Id: halshs-00518488

<https://shs.hal.science/halshs-00518488>

Submitted on 17 Sep 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

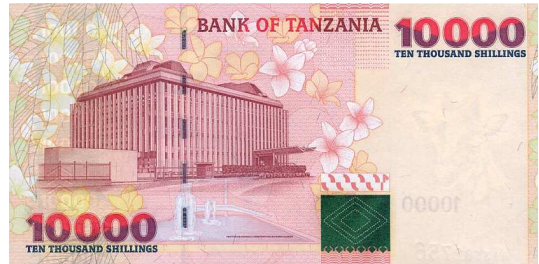
L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

TANZANIE (République Unie de)

Chronique 2008 : La collusion du politique et du financier¹

Par Marie-Aude Fouéré

En République Unie de Tanzanie, on se souviendra incontestablement de 2008 comme l'année des grands scandales politico-financiers. Plongeant leurs racines dans la période qui a suivi l'entrée dans le capitalisme économique et financier ouvert en 1985, facilités par l'abolition des limites posées à l'enrichissement des hommes politiques (héritées de l'époque socialiste et connues sous le nom de Code des dirigeants) opérée en 1991 par la Déclaration de Zanzibar, ces scandales éclatent en plein jour à la fin 2007 et s'égrainent lentement, d'une audience en justice à une autre, de janvier à décembre 2008, et jusqu'à aujourd'hui. Les néophytes seraient déroutés par les noms de codes qui les désignent dans le langage de tous les jours et dans la presse : EPA (prononcer « épa »), Richmond, Kiwira... Doit-on croire que le masque d'intégrité de la nouvelle Tanzanie post-socialiste, encore empreinte du capital en honnêteté nyérériste, tombe finalement, vaincu par les coups répétés des nouvelles formes d'accumulation de la richesse que la libéralisation économique a rendu possible ? En tout cas, le capitalisme économique et financier est sous les feux des projecteurs de la presse en swahili et en anglais, et constitue le sujet des conversations quotidiennes, sous une forme sérieuse ou humoristique. Le terme de corruption (désigné par une nébuleuse de concepts swahilis allant de *chai*, ces quelques shillings glissés dans la main – littéralement, le « thé » – à *ufisadi* pour désigner la grande corruption chez les élites en passant par *rushwa* (terme générique) ou *takrima* – les distributions de « cadeaux » avant les élections pour acheter les votes des électeurs ordinaires) s'étale à chaque page. Cette configuration sociale, politique et économique où la « politique du ventre »² se donne crûment à voir peut-elle servir de fil directeur pour comprendre les autres phénomènes marquants de l'année 2008 ? Violence accrue au moment des élections anticipées au district de Tarime ; renforcement du contrôle de la presse ; tensions exacerbées dans les îles de Zanzibar ; manifestations des journalistes, des professeurs, des retraités et des étudiants lassés des formes de répression d'un autre âge et des lenteurs d'une administration à bout de souffle ; massacres des albinos du pays pour des rites sorcellaires ; et enfin, crise profonde d'un leadership autrefois objet de respect, feint ou réel, et de crainte. Cette chronique 2008 laisse apparaître que l'originalité politique et économique de la Tanzanie sur le continent africain, qui avait été à l'origine de sa popularité pendant la période socialiste, dans les sphères académiques gauchistes et développementalistes notamment, et dont les échos contemporains suggéraient aux analystes de l'Afrique que ce pays constituait toujours un cas à part, arrive à terme. De même, l'image de bon élève de la Tanzanie en tant que nouvelle démocratie africaine – dont elle n'a cependant pas le monopole dans la région (les pays voisins comme l'Ouganda ou le Mozambique sont aussi les chouchous des institutions internationales) – qui a justifié un afflux d'aides internationales et a favorisé l'investissement étranger, est mise à mal. Avec, à l'évidence, des spécificités héritées de son histoire, la Tanzanie participe aujourd'hui pleinement aux logiques d'une modernité africaine de l'extraversion.



¹ Je remercie les relecteurs de ce texte pour leurs suggestions : David Chomentowski (journaliste indépendant), Martin Francou (Ambassade de France), Jérôme Lafargue (chercheur et directeur-adjoint, IFRA).

² J.-F. Bayard, 2006. *L'Etat en Afrique : La politique du ventre*, Paris : Fayard.

EPA et la Banque centrale de Tanzanie

La corruption des hautes sphères du pouvoir avait explosé sous la présidence d'Ali Hassan Mwinyi, successeur de Julius Nyerere à la présidence en 1985, l'année de l'entrée du pays dans une économie de libre marché. Elle semblait avoir été contenue pendant la présidence de Benjamin Mkapa (1995-2005), dirigeant soucieux de ne pas ternir l'image de bon élève de la Tanzanie à l'école du libéralisme et de la démocratie nouvellement introduite (1992). La voilà pourtant qui resurgit avec force en 2008, trois ans après l'arrivée au pouvoir du très plébiscité Jakaya Kikwete, élu sur un programme de lutte anti-corruption. Les scandales politico-financiers qui font la une des médias remontent tous au début des années 2000. Premier grand scandale, dévoilé dès la fin 2007, mais dont les multiples péripéties scandent l'année 2008 : EPA. Cet acronyme réfère aux fonds bancaires de la Banque centrale de Tanzanie (*Bank of Tanzania*, ou BoT) destinés au règlement de la dette extérieure – en anglais, *External Payment Arrears*. En novembre 2007, un audit financier de la banque centrale, mené par la grande firme internationale Ernst & Young, dévoile que plus de 133 milliards de shillings tanzaniens, soit près de 70 millions d'euros, ont été prélevés de ces fonds pour des paiements illicites à une vingtaine de compagnies privées nationales ou étrangères³, certaines fictives, d'autres appartenant à de grands hommes d'affaires et à des membres du gouvernement. Le gouvernement réagit face à ce scandale en limogeant Daudi Balali⁴, le gouverneur de la banque nationale, le 09 janvier 2008. Pour ne pas être traîné en justice, ce dernier prend la fuite aux Etats-Unis, où il décède d'une maladie – mais, avant que son cadavre soit rapatrié, la rumeur courrait qu'il s'agissait d'une pure disparition politique. Ce limogeage ne calme pas la vindicte populaire ni l'opposition prompte à s'emparer de l'affaire pour jeter la pierre à l'ancien parti unique toujours au pouvoir, le CCM (*Chama Cha Mapinduzi*). Tous exigent que les sociétés criminelles impliquées dans ces fraudes soient poursuivies, et les sommes perçues illégalement restituées. Jakaya Kikwete s'engage alors à faire payer les coupables avant le 1^{er} novembre 2008. À la fin de ce mois, il annonce que près de 77% de l'argent évadé a été restitué. Certes, cette annonce calme les esprits échauffés, mais l'indulgence manifeste de la justice à l'égard des plus grands patrons est très contestée, jusqu'à aujourd'hui. Quid par exemple de l'homme d'affaires issu de la communauté commerçante



indienne locale, Jayantibhali Kumar Patel (dit Jeera Patel), à la tête du groupe *Noble Azania Ltd* investissant autant dans l'agriculture (tabac, canne à sucre, maïs), la fabrique de chaussures et les télécommunications que, plus récemment, dans les secteurs bancaires et miniers, dont la presse rappelle qu'il avait été poursuivi par la justice tanzanienne et interdit de séjour plusieurs années auparavant, et qu'on retrouve pourtant, impuni, parmi les plus grands investisseurs du moment ? Par ailleurs, le discrédit de la BoT tombe au plus bas, cette même année

2008, devant un second volet de corruption lié à la construction des tours jumelles du nouveau bâtiment de la banque, en verre fumé et hautes de 17 étages, en plein cœur de Dar es Salaam. Le nœud de l'affaire porte sur les détournement de fonds opérés pendant la construction : d'abord évalués à 200 millions de dollars, les coûts de construction doublent mystérieusement un an plus tard. L'affaire est toujours sous audit.

³ Parmi elles, Noble Azania Ltd, Noble Autopart, Bank M Ltd, Bora Apartment, Changanyikeni Frank Ltd, Gimoafrica Properties Ltd, B.V. Holdings, Navy Cut Tobacco Ltd, New Matallan Mining, Kagoda Agricultural Co. Ltd, etc.

⁴ Ancien employé du Fonds Monétaire International aux Etats-Unis, Daudi Balali est devenu conseiller de la présidence aux questions financières à son retour en Tanzanie en 1995, puis gouverneur de la Banque de Tanzanie en 1997.

Richmond et TANESCO

Deuxième grande affaire en cette année 2008 : Richmond, du nom d'une compagnie américaine de production et d'approvisionnement en électricité, la *Richmond Development Company*. L'affaire débute en 2006. Suite à la longue période de sécheresse qui sévit à cette époque sur l'ensemble du territoire, la production électrique hydraulique opérée par l'entreprise nationale de production électrique, TANESCO (*Tanzania Electric Supplies Company*), est insuffisante. Des rationnements de l'approvisionnement en électricité sont organisés dans les grandes villes du pays. C'est dans ce contexte que le gouvernement décide de former une équipe spéciale chargée de départager les offres de plusieurs fournisseurs en électricité indépendants. Mais les procédures d'attribution de ce marché vont s'avérer totalement illégales. En effet, le ministre de l'Energie et des Minéraux alors en fonction, Ibrahim Msabaha, soutenu par des membres du comité d'administration de TANESCO, s'affranchit des procédures légales d'octroi de marché et des avis d'un cabinet d'avocats américain, Hunton & Williams LLP. Il sélectionne la compagnie Richmond, basée à Houston au Texas, alors que le dossier de cette dernière présente le plus grand nombre d'anomalies. Un an plus tard, les résultats de Richmond en termes de production électrique sont catastrophiques, mais le contrat est renouvelé pour une seconde année par le remplaçant de Msabaha (qui, lui, devient ministre de la Coopération de l'Afrique de l'Est), Nazir Karamagi. Le Bureau de prévention et de lutte contre la corruption (*Prevention and Combating of Corruption Bureau, PCCB*), un organisme public mis en place sous la présidence de Mkapa chargé de traquer les pratiques corruptives dans l'administration et la sphère politique, ne relève aucun vices de forme dans ce contrat de plus de 100 millions d'euros qui n'aura entraîné aucune amélioration de la fourniture en électricité dans le pays. Ils sont pourtant si flagrants que le Parlement, sur demande du comité parlementaire pour l'économie, le commerce et l'investissement, ouvre une enquête. Le rapport, remis en janvier 2008, est accablant pour le gouvernement. Au mois de février 2008, le Premier ministre, Edward Lowassa, annonce sa démission. Il est remplacé par Mizengo Peter Pinda, un technocrate réputé incorruptible qui travaille au bureau de la présidence depuis vingt-deux ans. Les ministres Nazir Karamagi et Ibrahim Msabaha sont démis de leur fonction. Au final, c'est tout le gouvernement qui est dissout et remanié le 12 février. Débarrassé des dinosaures mal réputés du parti et resserré autour des proches de Kikwete, le nouveau gouvernement se veut jeune, dynamique, et ouvertement engagé dans la lutte contre la corruption. Des hommes politiques clés sont aussi écartés, tel l'homme d'affaires et député d'Igunga, Rostam Aziz, pourtant ami proche de Kikwete, qui doit quitter son poste de trésorier du CCM après que l'on découvre que la compagnie Richmond entretenait des liens étroits avec une firme lui appartenant (la *Caspian Construction Group*).

La crise du leadership

À côté de ces deux grands scandales, une nébuleuse d'affaires apparaît tout au long de l'année 2008. Elle révèle que ces nouveaux politiciens entrepreneurs adeptes du *straddling* politico-économique, qui usent de leurs positions pour accumuler des richesses, sont devenus pléthores en Tanzanie post-socialiste. Ainsi, en avril 2008, le ministre tanzanien des Infrastructures depuis octobre 2006, Andrew Chenge, est au centre d'un scandale de corruption qui se rapporte à l'acquisition d'un radar militaire. Il aurait reçu des pots-de-vin lors de l'achat de ce radar auprès du groupe d'armement britannique BAE Systems. Si le ministre reconnaît publiquement avoir déposé un million de dollars sur un compte offshore à Jersey en Grande Bretagne, il ne dévoile pas l'origine de cette somme. Protagoniste principal d'une affaire qui émeut l'opinion et menace de se transformer en nouveau scandale, il doit démissionner : il est alors le quatrième ministre à quitter le cabinet cette année. Une autre affaire surgit en 2008 menace de prendre de l'ampleur dans les années à venir : celle incriminant l'ancien président Benjamin Mkapa, accusé d'avoir effectué des paiements douteux pour des centaines de milliards de shillings au cours des derniers mois passés au pouvoir en 2005. Contrairement à des affirmations selon lesquelles les sommes ainsi détournées auraient servi à financer la campagne présidentielle 2005, il semble que

l'ancien président et son entourage proche auraient été les principaux bénéficiaires de ces détournements de fonds, notamment opérés via la BoT. Une partie des sommes détournées aurait permis le rachat d'une ancienne entreprise paraétatique d'exploitation minière, privatisée au milieu de l'année 2005 et baptisée *Kimvira Coal and Power Ltd*, dont Mkapa et sa famille proche ainsi que le ministre de l'Energie et des Minéraux d'alors, Daniel Yona, détiendraient 85% des parts. Daniel Yona est par ailleurs une nouvelle fois sur la sellette lorsqu'en novembre 2008, il est soupçonné d'avoir exempté de l'impôt aux entreprises une compagnie d'exploitation minière britannique, puis abusivement renouvelé son contrat.

Les mêmes noms de politiciens reviennent d'une affaire à une autre ; la même institution financière, BoT, est impliquée à plusieurs reprises : sans présumer de l'existence d'un réseau de corruption structuré, on constate que la classe politique tanzanienne dans son ensemble déploie des stratégies dissimulées, car illégales, d'accumulation des richesses. Dans un pays où la matrice morale du pouvoir légitime, établie après l'indépendance, est toujours une référence des imaginaires du pouvoir, ces scandales précipitent le discrédit du monde politique. Les partis d'opposition savent en jouer, et saisissent chaque occasion de conspuer le pouvoir en place. Certes, on a le sentiment que l'impunité d'autrefois n'est plus de mise. Le gouvernement actuel mène une vigoureuse campagne contre la corruption, et les membres du CCM ne se serrent plus autant les coudes. Mais si quelques mois après le remaniement ministériel, on pouvait encore dire que Jakaya Kikwete sortait vainqueur de ce tour de force interne en réussissant à préserver les apparences d'une présidence immaculée (il n'est jamais directement mis en cause dans les affaires de corruption), à renforcer son pouvoir par le biais d'un cabinet resserré et au final à maintenir sa popularité⁵, l'incessant défilé d'affaires politico-financières, très médiatisé, a fini par saper les fondements de la légitimité présidentielle. En novembre 2008, lors d'une visite dans la région de Mbeya, des habitants jettent des pierres sur le cortège des voitures du président. Les dégâts sont manifestement symboliques : c'est sans aucun doute la force de l'investissement affectif populaire cristallisé autour de ce jeune président porté par la jeunesse tanzanienne⁶, incarnant des espoirs de changements que ni Ali Hassan Mwinyi ni Benjamin Mkapa n'avaient su porter, et rappelant les mobilisations populaires de la maintenant lointaine époque post-indépendance, qui explique la radicalité de ce geste. S'il faut clore sur une note d'ensemble, on peut dire que la fin de l'année 2008 est marquée par la désillusion et la déception des citoyens ordinaires.

Crise financière mondiale et économie nationale

Les affaires de corruption paraissent d'autant plus scandaleuses à la population qu'elles ont lieu dans un contexte national marqué par la crise économique mondiale. En 2008, le secteur touristique a été particulièrement touché par la récession mondiale : au dernier trimestre 2008, il faisait état d'une baisse de 7 à 18% de son chiffre d'affaires. Les violences qui ont suivi les élections générales kenyanes entre décembre 2007 et avril 2008 ont aussi eu un impact majeur sur ce secteur, démontrant au gouvernement tanzanien combien l'économie nationale était dépendante de celle de son voisin. Les cours mondiaux des produits agricoles d'exportation (café, thé, sisal) ont fortement chuté. Il est prévu que le ralentissement économique général, encore peu perceptible en 2008, sera notable en 2009, le PIB passant de 7,1% en 2007 à, selon les projections de croissance, des taux compris entre 5.5 et 6.5% pour 2009. L'inflation s'est établie en moyenne à 10.3% en 2008⁷. Sans la forte participation des bailleurs de fonds au budget national tanzanien et des investissements étrangers (près de la moitié du budget national), l'économie nationale a du

⁵ « Un remaniement pour gagner du temps », *La lettre de l'Océan indien*, n° 1232, 16/02/2008 ; M.-A. Fouéré, 2008. « Scandales financiers et remous politiques en Tanzanie », *Mambo ! La lettre d'information de l'Institut Français de Recherche en Afrique*, mai, Vol. VII, n°4.

⁶ Selon les propos tenus par le professeur Issa Shivji lors d'une interview dans la presse en 2006.

⁷ Pour les données chiffrées et les analyses économiques, voir le site de Perspectives Economiques en Afrique : <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/pays/afrique-de-lest/tanzanie/>.

mal à se maintenir. Et ce n'est pas la Communauté est-africaine, marquée par l'immobilisme, qui contribue à stabiliser l'ensemble.

CCM vs. Chadema à Tarime

Doit-on penser que le discrédit dont souffre le CCM est apparu avec éclats aux élections parlementaires anticipées⁸ du district de Tarime, au nord du pays, dans la région Mara ? Le 13 octobre 2008, ce sont les deux candidats au Parlement et à l'administration locale (*ward council*), issus du parti d'opposition du Chadema (*Chama Cha Demokrasia na Maendeleo* – le parti de la démocratie et du développement) qui sont déclarés vainqueurs, Charles Mwera et John Heche respectivement. L'enjeu était de taille pour le CCM : il avait déjà



perdu contre le Chadema aux deux élections précédentes de 2000 et 2005 à Tarime. Il s'agissait donc de refaire basculer dans le camp du CCM cette région de commerce frontalier avec le Kenya, bordée à l'ouest par les rives du lac Victoria où la pêche de la perche du Nil est en plein essor, et pourvue dans sa partie centrale et australe des principales mines du pays⁹. La campagne est menée tambour battant, et les grands pontes de chaque parti y prennent directement part. Tous les moyens sont bons pour discréditer le parti adverse : injures, accusations infondées, passages à tabac de supporters – les programmes politiques, quant à eux, ne pèsent pas lourd, et les enjeux locaux à peine effleurés. Le président du Chadema, Freeman Mbowe, s'engage personnellement dans la campagne à Tarime, accompagné à chacun de ses déplacements d'une longue procession de véhicules. De son côté, le CCM déploie deux hélicoptères loués, dit-on, à la compagnie d'aviation privée kenyane *Titan Air Ltd* : ils sont les symboles de la puissance du parti au pouvoir. Le secrétaire-général du CCM, Yusuf Makamba, est pris à traiter les partisans du Chadema de voyous (*wahuni*), un terme très péjoratif en Tanzanie¹⁰. D'autres politiciens du CCM ont accusé le Chadema d'être responsable du décès de l'ancien député Chacha Wangwe, mort en juillet 2008 dans un accident de la route dans des conditions indubitablement suspectes – la justice a d'ailleurs lancé une enquête pour éclairer cette affaire. Certes, le jour des élections, le calme était de mise dans les bureaux de vote. Mais le soir même, à l'annonce des résultats, les supporters du Chadema n'ont pas pu se regrouper pour célébrer la victoire de leur gagnant : la police les a dispersés au gaz lacrymogène. Les quatre semaines de campagnes électorales ont été marquées par des formes de violence peu habituelles en Tanzanie continentale, que certains journalistes craignent voir se reproduire aux élections présidentielles et parlementaires d'octobre 2010. C'est l'image que la nation tanzanienne se donne d'elle-même, largement intégrée par la population et objet de sa fierté, qui a été ébranlée par la campagne électorale de Tarime. Au début de l'année 2008, le Kenya, ce frère ennemi dont les clivages ethniques et les déchaînements de violence ont, depuis les indépendances, été incessamment condamnés, pouvait toujours être brandi comme l'image inversée d'un modèle tanzanien démocratique stable. Dans les médias tanzaniens, les affrontements qui ont suivi les élections générales kenyanes entre décembre 2007 et avril 2008¹¹, avec ses centaines de milliers de déplacés et plus de 1000 morts, étaient

⁸ Ces élections anticipées ont fait suite au décès du député Chacha Zakayo Wangwe (étiquette CHADEMA) dans un accident de la route le 21 juillet 2008. Le quotidien *Tanzania Daima* avait révélé que le Chadema venait de lui reprendre le poste de président adjoint (*deputy chairman*) qu'il tenait, au prétexte qu'il fomentait des divisions internes et que ses relations avec les hommes politiques en général étaient mauvaises.

⁹ L'enjeu n'est pas strictement électoraliste : le Chadema ne détient que 10 sièges au Parlement contre les 222 sièges du CCM.

¹⁰ Pour une histoire de ce terme en Tanzanie, voir A. Burton, 2005. *African Underclass: Urbanization, Crime and Colonial Order in Dar es Salaam 1919-61*. Oxford: James Currey.

¹¹ Voir le numéro spécial des *Cahiers d'Afrique de l'Est*, « Les élections générales de 2007 au Kenya », n°37, 2008.

régulièrement mis au regard d'une politique nationale tanzanienne respectueuse de la pluralité des opinions politiques et des identités locales. Après Tarime, l'opposition classique entre les modèles politiques tanzanien et kenyan ne va plus autant de soi.

Une presse sous contrôle

Le contrôle des médias est incontestablement un des instruments à la disposition du pouvoir en place pour tenter de maîtriser les informations qui paraissent à propos des scandales politico-financiers et le ton usité pour en parler¹². La Tanzanie de 1976, année de l'adoption du



*Newspaper Act*¹³ qui, toujours opératoire, soumet la presse écrite au contrôle direct du Ministère de l'Information (droit de censure, de suspension et d'interdiction de tout journal qui contreviendrait à l'intérêt national, userait de la dénonciation sans preuve ou aurait recours à la calomnie) n'est pourtant plus la Tanzanie multipartiste post-1992. C'est pourquoi, lorsque le 10 octobre 2008, le ministre de l'Information, de la Culture et des Sports, George Mkuchika, annonce que l'hebdomadaire swahili *Mwanabalisi* est interdit de diffusion pendant trois mois, la sphère médiatique

dans son ensemble dénonce ce qu'elle conçoit comme une atteinte aiguë à la liberté de la presse. Les représentants de la communauté internationale (les chefs de missions européennes et les directeurs des bureaux des Nations Unies) font part de leurs inquiétudes face à cette démarche de musellement des médias nationaux. *Mwanabalisi* avait déjà, au courant de l'année, fait la une des médias : au début du mois de janvier 2008, le rédacteur en chef du journal, Saed Kubenea, et son adjoint, Ndimara Tegambwage, avaient été attaqués en soirée, à la machette et à l'acide, dans les bureaux du journal¹⁴ ; à la mi-juillet 2008, des policiers en uniforme, mandat d'arrêt en main, avaient fait une descente aux bureaux du journal pour saisir un ordinateur, puis étaient allés perquisitionner le domicile du rédacteur en chef. Ce même rédacteur était d'ailleurs victime d'appels téléphoniques anonymes depuis juin 2007, et d'actes d'intimidation (accrochage sur la route alors qu'il conduisait ; voiture brûlée). Ces attaques répétées ont été attribuées au fait que depuis 2007, cet hebdomadaire populaire, connu pour son ton libre et critique, était à la tête des investigations journalistiques et des révélations des affaires de corruption exposées précédemment. En publiant, en octobre 2008, un article dévoilant que des proches du président Kikwete, aussi bien des hommes politiques que des membres de sa famille, était en train d'ourdir un complot visant à compromettre sa réélection aux présidentielles de 2010, *Mwanabalisi* aurait violé l'éthique journalistique en faisant le choix du mensonge malveillant pour nuire au président lui-même, et salir son image publique. Certes, la liberté de la presse en Tanzanie a été louée à plusieurs reprises, notamment par le ministre de la Coopération Etrangère et Internationale, Bernard Membe lorsqu'il a été invité à s'exprimer sur la censure gouvernementale du journal. Mais l'événement n'est pas sans rappeler l'interdiction du journal zanzibari *Dira*, hautement

¹² Comparer C. Kidanka, 2006. « The state of the media in Tanzania », A paper presented at the Journalists' Conference for the East and Horn of Africa, 27th-29 November, Entebbe, Uganda avec ce que pouvait dire H.S. Konde avant la démocratisation (Konde, 1984. *Press Freedom in Tanzania*, Arusha. Eastern Africa Publications: Lederbogen, Utz).

¹³ <http://www.bunge.go.tz/Polis/PAMS/Docs/3-1976.pdf>. Selon le Ministre des Sports, de la Culture et de l'Information, *Mwanabalisi* aurait violé l'Article 31(1) clauses (d) et (e), et l'Article (32) (1) clause (c).

¹⁴ "Suspects held in newsroom attack", CPJ/IFEX – *Committee for Protecting Journalists/Echange international de liberté et d'expression*, 09/01/2008. http://www.ifex.org/tanzania/2008/01/09/suspects_held_in_newsroom_attack/. Il est à noter que le président Kikwete a rendu visite au rédacteur en chef Saed Kubenea sur son lit d'hôpital à Muhimbili (le plus grand hôpital public du pays, à Dar es Salaam), alité après 15 points de suture au crâne suite à l'attaque à la machette, et pour des soins aux yeux, les attaquants lui ayant jeté de l'acide au visage. Kikwete a condamné ces actes de violence et affirmé que la justice ferait son travail.

populaire dans les îles, opérée quelques années plus tôt (certes, par le gouvernement des îles) après des révélations encombrantes pour les hommes politiques du gouvernement révolutionnaire de Zanzibar. L'affaire de *Mwanahalisi* a fait du bruit au plan international : Reporters sans frontières a en effet dénoncé de telles atteintes à la liberté de la presse¹⁵ dans un pays pourtant dit attentif au respect de cette liberté depuis 1992.

Manifestations et protestations collectives



Ce ne sont pas uniquement les journalistes de *Mwanahalisi* qui, en octobre 2008, après la fermeture temporaire de leur journal, bloquent le pont de *Selander* (voie majeure d'accès au centre ville administratif et financier de Dar es Salaam), défilant pancartes en main et ruban adhésif sur la bouche, apposé en croix. Des nombreux journalistes venus d'autres médias se sont joints à eux pour exprimer leur mécontentement face aux atteintes à la liberté de la presse. Cette manifestation participe d'une longue liste de protestations publiques collectives, dans les rues de la capitale économique du pays, qui marquent la deuxième moitié de l'année 2008. En août, les écoliers du primaire et du secondaire protestent contre l'augmentation du prix des transports publics – ils sont dispersés par la police, sans trop de violence. En octobre, les employés retraités de la défunte Communauté Est-Africaine marchent vers le Ministère des Finances pour réclamer des arriérés de retraite. Au lieu du dialogue espéré avec le ministre des Finances, Basil Mramba, c'est la police qui intervient et rudoie les manifestants. Le même mois, c'est au tour des enseignants de l'école publique, eux aussi pénalisés par des arriérés de salaires de plusieurs mois, de suspendre leurs enseignements et de manifester dans la rue. A l'Université de Dar es Salaam, toute l'année 2008 a été perturbée par des grèves d'étudiants, des occupations de salles de cours et des manifestations collectives pour protester contre les difficiles conditions de vie dans les cités universitaires, et s'élever contre un système injuste d'attribution et de distribution de bourses et de prêts étudiants. En avril, près de 40 étudiants sont renvoyés de l'université. En novembre, après de nouvelles journées de protestation radicale, la police envoyée sur le campus use de matraques et de gaz lacrymogène pour disperser les étudiants. Les dégâts sont lourds chez les étudiants : les nombreux blessés se retrouvent à l'hôpital, et les principaux leaders du mouvement étudiant sont expulsés. Ces mouvements répétés de contestation, principalement menés par les classes moyennes éduquées, sont suffisamment rares pour être mentionnés : depuis les grandes grèves qui avaient précédé l'indépendance du pays en 1961 (comme le mouvement des dockers du port de Dar es Salaam de 1947 à 1950)¹⁶, de telles protestations n'ont guère eu lieu. Pendant la période socialiste, en régime autoritaire, la résistance à l'Etat s'était toujours plus organisée individuellement que collectivement. Mais aujourd'hui, l'exaspération n'est plus contenue et s'exprime à haute voix.

Malaise politique à Zanzibar

Dans les îles de Zanzibar, la popularité du président Amani Abeid Karume est au plus bas. Certes, les anciens des *baraza* zanzibarites du CCM – ces lieux de sociabilité locaux où, autour d'un café et de petites friandises sucrées se font et se défont les opinions politiques – ne remettent pas ouvertement en question ni les qualités personnelles ni l'intégrité politique du fils du premier président des îles. Mais les plus jeunes militants ont moins de retenu. Un des leaders de *vijana CCM* (la branche pour la jeunesse du parti CCM) à Stone Town admet en entretien que

¹⁵ « Descente de police dans les locaux d'un hebdomadaire indépendant et au domicile de son rédacteur en chef », IFEX – *Echange international de liberté et d'expression*, 22/07/2008.

http://www.ifex.org/tanzania/2008/07/22/police_raid_independent_weekly/fr/

¹⁶ Voir J. Illife, 1977. *A Modern History of Tanganyika*, London, Cambridge University Press; C. Pratt, 1976. *The Critical Phase in Tanzania, 1945-1968*, London, Cambridge University Press ; M. Said, 1998. *The Life and Times of Abdulwabid Sykes (1924-1968)*, London : Minerva Press.

la corruption est rampante au sein des plus hautes sphères du pouvoir, et qu'un changement de génération devient nécessaire. S'il a adhéré au CCM, explique-t-il, c'est parce que ce parti défend les intérêts de la majorité des îles, les « swahilis » (comme ils s'appellent aujourd'hui) à la peau noire, marqueur de leur passé d'esclaves. Les nuances identitaires ne sont pas de mise dans cette relecture du passé et de son impact au présent, clairement structurée sur un mode binaire. Chez les militants et les sympathisants du *Civic United Front* (CUF), le plus populaire parti d'opposition à Unguja et Pemba, les discours sont plus tranchés. Il serait grand temps que les hommes du CCM quittent le pouvoir. L'élection du président Barack Obama, aux États-Unis, est brandie comme le symbole de ce que doit être un changement politique radical. La rumeur circule que Karume et sa famille s'empareraient des bâtiments les plus beaux de la ville et des terres les mieux situées pour ouvrir des commerces ou construire des *resorts* touristiques. Ainsi, on entend dire que l'ancienne bâtisse de l'explorateur Livingstone, devenue un café-restaurant très chic sur le front de mer, à deux pas des jardins de Forodhoni, aurait été saisie, sans compensations financières, par la famille Karume. Mais, en cette année 2008, à Stone Town, fief du CUF à Unguja, la résignation est de mise. La violence des élections passées (usage de gaz lacrymogène, passages à tabac), les pratiques de bourrage d'urnes, l'inscription de continentaux sur les listes d'électeurs, la participation des villageois de l'intérieur de l'île convoyés, le jour des élections, vers les bureaux de vote de la ville pour y déposer leurs bulletins, les pratiques de *takrima* et de dessous de table sont évoquées comme des barrières impossibles à surmonter. Les élections présidentielles de 2010 ne soulèvent donc guère l'enthousiasme, et certains affirment qu'elles seront plus calmes que les années précédentes, car la peur s'est instillée dans toute la population. Les rumeurs de manipulation électorale et de préparation à la répression contribuent à un tel climat : des camions de militaires débarqueraient la nuit pour renforcer le contingent des îles. On dit que les autorités nationales feront appel à ces renforts militaires au moment des élections. L'histoire des îles est objet constant d'interrogation et de réinterprétation : en décembre, au moment où le gouvernement prépare en grande pompe la 45^{ème} commémoration du 12 janvier 2009, jour national de l'indépendance rappelant le souvenir de la chute du sultanat de Zanzibar, une poignée de Zanzibari se réunissent pour, de leur côté, commémorer un autre jour de l'indépendance : l'accession à l'indépendance du sultanat de Zanzibar, octroyée pacifiquement par le colonisateur britannique le 10 décembre 1963¹⁷. Ce conflit sur les dates renvoie, une fois encore, à la question de la légitimité politique qui, depuis la Révolution, divise la population des îles. À Zanzibar, en cette année 2008, l'apparente tranquillité des discussions quotidiennes aux *baraza* cache les appréhensions sur les temps à venir.



Remoraliser le politique

Des interlocuteurs de tous bords s'accordent aujourd'hui à reconnaître qu'il convient de remoraliser la sphère politique. Les concepts d'« éthique » et de « morale » reviennent sans cesse dans les discours sur ce que devrait être une vraie « démocratie ». C'est dans ce cadre que l'ethos socialiste de la période 1967-1985 est remis à l'ordre du jour par le pouvoir en place, vingt-cinq ans après l'adoption d'une économie de libre marché et l'introduction du pluralisme politique¹⁸, perçues comme les deux étapes du démantèlement de l'intégrité morale en politique. Alors que dès 1985, les idiomes du nyérérisme avaient, autant que possible, été évacués du vocabulaire politique officiel, pour être remplacés par des termes positivement connotés tels ceux de « changements » (*magenzi*) ou de « mondialisation » (*utandawazi*), ou des expressions comme

¹⁷ “Zanzibari group says to mark independence day today!”, *The Guardian*, 10/12/2008.

¹⁸ À ce sujet, se référer aux interventions de Marie-Aude Fouéré et du professeur Haroub Othman à la conférence « Vingt ans de démocratisation en Afrique de l'Est » organisée par l'IFRA de Nairobi en octobre 2008.

« marcher avec son temps » (*kwenda na wakati*)¹⁹, ces idiomes reviennent avec force, sous la forme aseptisée de concepts humanistes à valeur universelle. Cette boîte à outil morale prend fortement appui sur la construction d'une mémoire nationale officielle du père de la nation tanzanien, Julius Nyerere²⁰. Mais, insuffisante à faire illusion en cette année 2008 lestée de scandales accablants, cette matrice morale réinventée pour les besoins de la cause sort des oubliettes l'ancien Code des dirigeants²¹. Imposé à la déclaration d'Arusha de 1967, acte de naissance du socialisme nyérériste, le Code interdisait aux hommes politiques de prendre part à des activités économiques, tel que posséder une entreprise ou un commerce, détenir des actions dans une entreprise privée, être membre du conseil d'administration d'une compagnie privée, et encore de louer une maison²². Largement assoupli à la Déclaration de Zanzibar en 1991, il est aujourd'hui ressuscité et présenté comme la seule barrière efficace contre la corruption, non seulement par les partis d'opposition, mais aussi par le gouvernement en place, qui y voit l'occasion de réitérer son attachement à l'intégrité morale, et montrer qu'il adopte, à cet égard, des actions concrètes. Si la Tanzanie participe aujourd'hui pleinement aux logiques d'une modernité africaine de l'extraversion, elle n'est pas encore pleinement, au plan des imaginaires politiques, une Tanzanie post-socialiste. Pour clore cette chronique, rappelons que l'engouement populaire pour les élections américaines, s'il est un trait caractéristique sur l'ensemble du continent africain, prend sens, en Tanzanie, au regard du mécontentement populaire envers la classe politique en place et les évolutions économiques en cours. Le président Obama est un catalyseur d'imaginaires de la moralité en politique : il est la figure du renouvellement des élites, de l'incorruptibilité, de l'humilité dans la détermination, de la promotion de l'égalité sociale et de la justice économique. Dans un pays où aucun homme politique actuel ne fait plus rêver, c'est aussi hors de la nation que les imaginaires moraux se ressurcent.

¹⁹ A. Crozon, 1998. « Dire pour séduire : langages et politique en Tanzanie ». In D.-C. Martin (dir.), *Nouveaux langages du politique en Afrique Orientale*. Paris, Nairobi : Karthala, IFRA : 115–185 ; M. Saleh, 2004, « Going With the Times: Conflicting Swahili Norms and Values Today », in P. Caplan and F. Topan (ed.), *Swahili Modernity: identity, culture, and politics on the East Coast of Africa*, Trenton, NJ : Africa World Press.

²⁰ M.A. Fouéré, 2008. « La fabrique d'un saint en Tanzanie postsocialiste. L'Etat, l'Eglise et Julius Nyerere », *Les Cahiers d'Afrique de l'Est*, décembre, n°39 ; et 2009. « J.K. Nyerere entre mythe et histoire : analyse de la production d'une culture nationale en Tanzanie post-socialiste », *Les Cahiers d'Afrique de l'Est*, n°41.

²¹ « Post-EPA crisis: Time to dust up Leadership Code? », *The Guardian*, 11/02/2008.

²² D.-C. Martin. 1988, *Tanzanie, l'invention d'une culture politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences de l'Homme & Karthala.

Sorcellerie et pouvoir : les albinos de Tanzanie

Sorcellerie et politique ? On en sait peu aujourd'hui sur la filière de vente d'organes des personnes albinos tuées et vendues sous prétexte que la chance viendrait sourire aux détenteurs d'un bout de leur peau, de leurs cheveux ou de leurs parties génitales. Pourtant, depuis 2007, quarante cinq personnes atteintes de cette maladie génétique ont été massacrées et des morceaux de leurs corps vendus. La recrudescence de ces meurtres, en l'espace de quelques mois, a alerté le gouvernement tanzanien et la communauté internationale²³. Si ces affaires ont enfin permis de cesser de considérer ces exécutions comme des traditions²⁴ maladroitement croyances dans une Tanzanie de la quoi elles relèvent pleinement d'une aux albinos alimentant un véritable clients, les ressorts concrets de ce jeu entre imaginaires de l'occulte et obscurs. En mars 2008, lors d'une visite Général des Nations Unies, Ban Ki-violations aux droits de l'homme et a remédier. Cet appel à l'action conjointe Jakaya Kikwete a promis la peine de de massacre et/ou de trafic de membres frontières du pays et commettent leurs Congo voisins. Al-Shymaa Kwegir, une députée albinos récemment nommée²⁵, a été chargée de mener des campagnes de sensibilisation au triste sort des personnes albinos et de démystification de leur pouvoir occulte présumé. Elle préside aussi une commission d'enquête sur les responsables de ces massacres. L'année 2008 se caractérise par la croissance de la terreur chez les albinos : les parents envoient leurs enfants dans des centres fermés, et les adultes se regroupent entre eux. Près de Mwanza, un village regroupant des albinos s'est formé, protégé par une milice de volontaires. La dernière action en date, à la fin du mois de janvier 2009, est celle du Premier ministre Mizengo Pinda qui a pris la décision de supprimer les licences pour les guérisseurs traditionnels²⁶, supposés être les principaux acteurs de ce réseau de la barbarie.



cas isolés de pratiques sorcellaires appréhendées en termes de survivances de tradition, pour au contraire révéler en modernité de l'intérêt financier, la chasse réseau de tueurs, de vendeurs et de funeste de l'offre et de la demande – pris pragmatisme stratégique – restent encore de deux jours en Tanzanie, le Secrétaire moon, a condamné ces tueries comme des appelé à des actions concertées pour y est bienvenu : depuis que le président mort à toute personne reconnue coupable d'albinos, les tueurs franchissent les exactions au Burundi et en République du

²³ Au point que ces affaires ont été mentionnés dans le quotidien national français *Le Monde* : « En Tanzanie, les albinos sont les victimes ciblées de gangs organisés », *Le Monde*, 30/07/2008 ; « En Tanzanie, des albinos pourchassés vivent terrés et terrorisés », *Le Monde*, 04/02/2009.

²⁴ Le gouvernement socialiste de J.K. Nyerere avait interdit les pratiques de sorcellerie en Tanzanie.

²⁵ Appelés les *Special Women Seats*, soixante-quinze sièges de députés sont réservés à des femmes, et attribués sur nomination par le président de la République unie et son cabinet.

²⁶ En Tanzanie, les tradi-praticiens sont officiellement autorisés à pratiquer la médecine traditionnelle. Des formes de collaborations entre biomédecine et médecine traditionnelle sont organisées, notamment dans la lutte contre le sida.